

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

ACCORD CADRE DE PRESTATION DE SERVICE PASSÉ EN PROCÉDURE ADAPTÉE

**Mise en place d'un programme de sensibilisation au phishing pour les
personnels et les étudiants de l'université de Caen Normandie**

N°2025950ACPS024

Table des matières

Article 1 - Objet du contrat.....	4
1.1 - Contexte	4
1.2 - Définition du besoin à couvrir et description technique	4
1.2.1 - Définition du besoin à couvrir	4
1.2.2 - Description technique	6
Exigences techniques	6
Exigences de sécurité	6
Respect des exigences et clauses de sécurité	7
1.3 - Prestations annexes	9
1.3.1 - Garantie des prestations	9
1.3.2 - Maintenance des prestations.....	9
1.4 - Variantes	9
Article 2 - Localisation et temporalité	10
2.1 - Lieux d'exécution	10
2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction.....	10
2.2.1 - Date de démarrage.....	10
2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation.....	10
2.2.3 – Délais des bons de commande	10
Article 3 - Dispositions générales du contrat	10
3.1 - Type d'accord-cadre	10
3.2 - Prestations similaires	11
3.3 - Pièces contractuelles.....	11
Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité	11
Article 5 - Prix	11
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqué	11
5.2- Modalités d'actualisation des prix	12
5.3- Modalités de révision des prix	12
Article 6- La clause limite dite de « sauvegarde »	12
Article 7- Avance.....	12
Article 8- Modalités de règlement des comptes	12
8.1- Acomptes et paiements partiels définitifs	12
8.2 - Présentation des demandes de paiement	13
8.3 - Délai global de paiement.....	13
8.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants	14
Article 9 - Clause environnementale	14

Article 10 - Pénalités.....	14
10.1 - Pénalités de retard	14
10.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	15
10.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles.....	15
Article 11 - Clause de réexamen.....	15
Article 12 - Circulation des pièces administratives	15
Article 13 – Constatations de l’exécution des prestations	15
Article 14 - Assurances	16
Article 15 - Résiliation du contrat.....	16
15.1 - Conditions de résiliation.....	16
15.2 - Arrêt des prestations.....	16
Article 16 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	16
Article 17 - Règlement des litiges et langues	17
Article 18 - Dérogations.....	17

Article 1 - Objet du contrat

1.1 - Contexte

Le projet CYRCE s'appuie sur le diagnostic établi dans le cadre de la stratégie nationale d'accélération pour la cybersécurité. Ses objectifs sont les suivants :

1. Augmenter significativement le nombre de techniciens et informaticiens spécialistes en cybersécurité
2. Former des non-spécialistes pour répondre aux enjeux globaux en matière de cybersécurité
3. Acculturer largement tous les étudiants et personnels aux enjeux de la sécurité numérique
4. Renforcer l'attractivité de la filière auprès des jeunes et du public féminin

Afin d'atteindre l'objectif 3 du projet, un double dispositif est mis en place :

Action 1 : Des modules de sensibilisation sont mis en place dans différentes formations de l'université.

Action 2 : Afin de renforcer l'impact des modules de sensibilisation à la cybersécurité, l'apprentissage par la pratique s'impose comme une méthode incontournable. Cette approche immersive vise à immerger les utilisateurs dans des scénarios réalistes, où ils sont confrontés à des simulations de tentatives de phishing reproduisant fidèlement les menaces actuelles. En reproduisant l'expérience d'une cyberattaque potentielle, les utilisateurs développent une compréhension concrète des risques et apprennent à identifier et contrer les signaux d'alerte. Ce processus pratique favorise la mémorisation des bonnes pratiques et l'adoption de réflexes appropriés, permettant ainsi d'améliorer significativement leur résilience face aux menaces réelles. En complément des connaissances théoriques, cette mise en situation joue un rôle clé dans l'ancrage durable des comportements de cybersécurité. Cet apprentissage concernera les étudiants et les personnels de l'université (33 000 étudiants et 5 549 personnels enseignants, administratifs et techniques). Dans le cadre de cette démarche, nous recherchons un prestataire capable de proposer une prestation complète et structurée en un lot unique.

L'accord-cadre fait l'objet d'un lot unique, attribué à un seul opérateur économique.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas allouer cette consultation pour les motifs suivants : au vu des caractéristiques du présent marché, la décomposition en lot entraînerait une dégradation technique et économique des offres.

1.2 - Définition du besoin à couvrir et description technique

1.2.1 - Définition du besoin à couvrir

DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES FORFAITAIRES

Audit de maturité initial

Le titulaire devra réaliser un audit initial sans information préalable aux usagers afin d'évaluer le niveau de sensibilisation actuel des usagers en matière de cybersécurité. Cet audit pourra s'organiser autour de plusieurs mails de mise en situation. Cette phase permettra d'ajuster les

actions à mettre en œuvre en fonction des besoins réels de l'université de Caen Normandie et d'adapter des campagnes de mises en situation.

En amont de l'audit initial, il est attendu que le titulaire propose un rendez-vous de présentation des étapes pour la mise en place de la prestation qui permette de valider :

- L'accès à la plateforme tableau de bord
- La vérification de délivrabilité des e-mails
- Fixation de la date de démarrage de l'audit

A l'issue de l'audit, il est attendu du titulaire un bilan sous la forme d'un rapport avec un temps d'échanges pour commentés les résultats.

Tableau de bord et outils d'analyse

Pour appuyer l'Université de Caen Normandie dans l'analyse de ces mises en situation, un tableau de bord interactif et régulièrement mis à jour devra être mis à disposition par le titulaire, afin de suivre l'évolution des performances des personnels et des étudiants et d'analyser les résultats des différentes campagnes et actions de sensibilisation. Cet outil devra fournir des indicateurs clés pour mesurer l'impact de la démarche et guider les ajustements nécessaires.

Accompagnement personnalisé

Un accompagnement tout au long du projet sera attendu, avec des rapports incluant des recommandations tous les mois et l'organisation d'échanges réguliers avec le titulaire pour commenter les résultats et ajuster les campagnes de sensibilisation. L'offre devra décrire de façon précise l'accompagnement proposé (rythme des réunions, livrables associés).

Mises en situation réalistes et campagnes personnalisées par mail

Le prestataire proposera des scénarios variés et personnalisés de simulations de phishing, permettant aux usagers de se confronter à des situations réalistes. Ces exercices devront couvrir différents niveaux de complexité et s'adapter à des contextes spécifiques à notre organisation.

Des campagnes personnalisées, conçues en fonction des résultats de l'audit et des particularités de notre organisation, seront essentielles. Ces campagnes devront inclure des contenus adaptés aux métiers, aux outils utilisés et aux risques spécifiques identifiés.

Le prestataire devra préciser dans son offre un calendrier prévisionnel des mises en situation qui tient compte du calendrier universitaire.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Accompagnement personnalisé des usagers

Pour assurer une montée en compétence progressive, le titulaire devra proposer une solution d'accompagnement personnalisée (exemple module d'e-learning complet, accessible en ligne, qui viendra renforcer les connaissances théoriques en matière de cybersécurité et les techniques de prévention contre le phishing.)

Prestations forfaitaires supplémentaires sur BPU ou sur devis:

- Bouton alerte phishing accessible sur la messagerie Zimbra
- Ciblage campagnes personnalisées
- Mise en situation sous forme de clés USB
- Audit de maturité complémentaire

Périmètre

La prestation couvrira +/- 40 000 utilisateurs. Le nombre d'utilisateurs initial sera fixé au démarrage de la prestation. Des bons de commandes seront émis pour l'ajout d'utilisateurs.

1.2.2 - Description technique

L'accord-cadre est décomposé comme suit :

Lot	Description du lot	Code CPV	Désignation du code CPV	Montant minimum	Montant maximum
1	Sensibilisation au phishing	72000000-5	Services de technologies de l'information, conseil, développement de logiciels, Internet et appui	sans	142 000 €

Exigences techniques et clauses de sécurité :

Exigences techniques

Les usagers de l'Université de Caen Normandie sont en constante évolution, avec des arrivées et des départs tout au long de l'année.

Afin de garantir un accès en temps réel à une liste d'usagers toujours à jour et de sécuriser les transferts de données à caractère personnel, l'accès à la liste des usagers devra se faire dynamiquement partir d'un annuaire mis à disposition par l'université de Caen Normandie, contenant uniquement les informations strictement nécessaires.

Exigences de sécurité

Le prestataire devra fournir à l'université de Caen un Plan d'Assurance Sécurité (PAS).

Le prestataire utilisera pour cela le cadre de réponse fourni. Seront notamment précisés :

- La localisation des données, ainsi que la localisation des systèmes d'accès et d'administration des services. L'hébergement des données se fait dans l'union européenne
- Les mises à jour de sécurité du système d'exploitation et des applications installées sont faites régulièrement
- Le titulaire s'engage à informer le client des risques d'une opération envisagée, des incidents éventuels ou potentiels (vulnérabilités des logiciels fournis), et de la mise en œuvre éventuelle d'actions correctives ou de prévention.
- Les incidents de sécurité et les vulnérabilités détectés par le prestataire sont signalés à l'université dans un délai déterminé dans le contrat
- En cas d'incident de sécurité ou de vulnérabilité détecté par unicaen, le titulaire est en mesure d'intervenir et résoudre le problème dans un délai déterminé dans le contrat (typologie d'incidents et délais d'intervention et de résolution seront précisés)

- Le titulaire respecte les bonnes pratiques de sécurité et les fait respecter à son personnel (sensibilisé à la SSI) et à ses sous-traitants éventuels
- Les données sont protégées : les mesures techniques de sécurité, en fonction de la sensibilité des données, doivent être décrites (sauvegarde, antivirus, chiffrement, authentification, politique de définition des mots de passe, gestion des droits...)
- La réversibilité et transportabilité des données, ainsi que leur destruction en fin de contrat est prévue et documentée.
- En cas d'interconnexion des SI : les échanges d'information entre le SI unicaen et le SI du titulaire sont sécurisés
- Le titulaire peut faire l'objet d'un audit de sécurité de la part de l'université

Respect des exigences et clauses de sécurité

Le titulaire s'engage à respecter les exigences et clauses citées et à les faire respecter par son personnel.

Le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'Université de Caen Normandie.

L'Université de Caen Normandie se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ces exigences et clauses par le titulaire.

Dans le cas d'un manquement grave par le titulaire à l'une des exigences et clauses citées, l'Université de Caen Normandie pourra le mettre en demeure de réparer ce manquement. Si le manquement n'est pas réparé, l'université de Caen Normandie pourra résilier de plein droit le contrat.

PROTECTION DE LA VIE PRIVEE ET DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les réglementations applicables à la protection des données à caractère personnel (RGPD et loi informatique et liberté de 1978 modifiée) prévoient la tenue de registres des traitements et la documentation des mesures de protection.

Le titulaire intègre, dès la conception et pour chaque fonctionnalité du service, le principe « privacy and security by design ». Et, par défaut des produits, applications ou services qui garantissent que seules sont traitées les données nécessaires à la finalité du traitement au regard de la quantité de données collectées, de l'étendue de leur traitement, de la durée de conservation et du nombre de personnes qui y a accès.

Le titulaire et ses sous-traitants ultérieurs identifient proactivement les traitements de données personnelles ou sensibles et aident à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données et à la consultation préalable des autorités de contrôle. Rappel, Il a un devoir de signaler au responsable de traitement toutes violations de données dans les plus brefs délais.

Engagement de confidentialité

Les supports informatiques et documents fournis par l'Université de Caen-Normandie au titulaire du marché restent la propriété de l'Université de Caen-Normandie.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Conformément au règlement européen sur la protection des données et à la loi informatique et libertés, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne pas stocker les informations collectées à l'occasion d'un phishing
- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au contrat, l'accord préalable du maître du fichier est nécessaire ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- Et en fin de contrat, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies. Le titulaire s'engage à fournir un procès verbal attestant du fait de la destruction de toutes les informations ou copies liées au présent contrat.

Ces obligations sont valables pour toute la durée du marché et pendant six mois après sa cessation, quelle qu'en soit la cause.

Le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'université de Caen-Normandie.

L'université de Caen-Normandie se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

Procédure en cas de violation de données

Le candidat a l'obligation de notifier au responsable de traitement toute violation de données dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance et au plus tard dans les 24 à 48 heures.

Une violation de données est définie comme une « violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données ».

Lors de leur identification et afin d'évaluer les risques, les violations de données peuvent être classées en trois catégories, une même violation pouvant concerner plusieurs catégories :

- violation de confidentialité : divulgation ou accès non autorisé ou accidentel à des données à caractère personnel ;
- violation de disponibilité : perte d'accès ou destruction accidentelle ou non autorisée des données à caractère personnel ;
- violation d'intégrité : modification non autorisée ou accidentelle des données à caractère personnel.

Le candidat s'engage à fournir une procédure en cas de violation de donnée mise à jour et à fournir le nom du délégué à la protection des données ainsi que ces coordonnées de contact.

ANNEXE DE SOUS-TRAITANCE (art. 28 RGPD)

Le candidat doit détailler auprès du responsable de traitement et selon les critères définis à l'article 28 du RGPD tous les services qui lui sont confiés et toutes les mesures techniques, logiques et organisationnelles qu'il met en œuvre pour garantir la protection des données à caractère personnel confiés à ses soins par le responsable de traitement.

Cette documentation de base pourra être complétée par tous types de supports que le sous-traitant jugera pertinents de confier au responsable de traitement pour faire valoir la qualité de sa mise en œuvre.

L'annexe de sous-traitance devra être impérativement signée avant la mise en exploitation de la solution retenue.

1.3 - Prestations annexes

1.3.1 - Garantie des prestations

Les prestations livrées font l'objet d'une garantie minimale d'un an, selon l'article 36 du CCAG-TIC. Le point de départ de ce délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

1.3.2 - Maintenance des prestations

La maintenance des prestations livrées, comprend les interventions demandées par le pouvoir adjudicateur en cas de fonctionnement défectueux de l'un des éléments faisant l'objet du marché, ainsi que l'entretien préventif, conformément à l'article 39 du CCAG-TIC.

1.4 - Variantes

L'université laisse la possibilité aux candidats de présenter des variantes à l'offre de base en indiquant clairement dans leur offre qu'il s'agit d'une proposition de variante. Pour présenter une variante le candidat doit obligatoirement avoir proposé une offre de base conforme aux exigences du présent DCE.

Les variantes doivent respecter les exigences techniques minimales indiquées au DCE.

Le nombre maximum de variantes pouvant être présentées est limité à deux.

Elles doivent conduire à des propositions techniques ou financières équivalentes ou plus performantes ou encore aboutir à une amélioration de l'offre en matière de responsabilité environnementale ou sociale.

Article 2 - Localisation et temporalité

2.1 - Lieux d'exécution

Université de Caen Normandie, sur l'ensemble des sites.

2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction

2.2.1 - Date de démarrage

L'accord-cadre débute à sa notification.

2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation

L'accord-cadre est notifié pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre peut être reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues est 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Toutefois, il peut prendre fin avant ce délai dès que son montant maximum est atteint.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

2.2.3 – Délais des bons de commande

Des bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Leurs effets perdureront jusqu'à réalisation des prestations commandées. Cette durée ne peut dépasser 1 an.

Article 3 - Dispositions générales du contrat

3.1 - Type d'accord-cadre

Cet accord-cadre mono-attributaire conclu sans minimum et avec un maximum de 142 000 euros HT est passé en application de l'article R2162-4 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande sur BPU ou devis au fur et à mesure des besoins.

Les tarifs du BPU sont des tarifs plafond, lors d'établissement de devis basé sur le BPU, le prestataire peut proposer un prix inférieur.

Il s'agit d'un accord-cadre de prestation de service en procédure adaptée.

L'université se réserve le droit de réaliser des commandes en dehors du présent accord-cadre lorsque seules des propositions inadaptées seront proposées.

Une proposition est inadaptée si elle ne répond pas ou partiellement au besoin exprimé ou si ses conditions de réalisation (délais, tarif ou qualité notamment) sont manifestement excessives en comparaison de propositions d'un opérateur économique non retenu au présent contrat.

3.2 - Prestations similaires

Un nouvel accord-cadre sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation des prestations similaires pourra être confié au titulaire du présent marché en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

Ce nouvel accord-cadre devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

3.3 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-TIC, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes :
L'annexe 1 Plan d'assurance sécurité (PAS) - cadre de réponse
L'annexe 2 Clauses RGPD - cadre de réponse
- Le Cahier des Clauses Administratives *Générales – TIC approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021* (<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2021/3/30/ECOM2106875A/jo/texte>)
- L'offre technique et financière du candidat
- Les pièces modificatives ultérieures (Avenants, acte de sous-traitance, DC4)

Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG TIC. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG TIC.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Article 5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqué

Le montant maximum du marché, toutes prestations confondues, ne saurait dépasser les montants indiqués à l'article 3 du présent document.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires figurant au BPU, le cas échéant sur devis, et donnant lieu à l'émission de bons de commandes.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais de port, d'installation ou de formation.

5.2- Modalités d'actualisation des prix

Les prix sont fermes, et non actualisables.

5.3- Modalités de révision des prix

Les prix sont révisables.

Le titulaire peut demander une révision de son BPU 2 mois avant la date anniversaire du début de contrat, sous réserve d'acceptation du pouvoir adjudicateur.

Article 6- La clause limite dite de « sauvegarde »

La clause limitative dite "de sauvegarde" s'applique : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2% l'an.

Article 7- Avance

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-TIC, une avance de 5 % est accordée au titulaire lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, dans les conditions des articles R-2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Nota : *Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.*

Article 8- Modalités de règlement des comptes

8.1- Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG TIC : lorsque le marché fixe uniquement la périodicité des acomptes, le montant de chacun d'eux est déterminé par l'acheteur, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

Les demandes de paiement sont à adresser selon l'avancement de la réalisation des prestations et/ou la livraison des matériels et produits.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement comportent les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché et du lot si alloti ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- la date de facturation.

Les demandes de paiement devront parvenir dans les conditions suivantes :

Transmission des factures via le portail Chorus pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

SIRET UNIQUE : 191 414 085 00016

CODE SERVICE UNIQUE : SFACT

Numéro d'engagement obligatoire : Format du numéro 45xxxxxxxx

NB :

En cas de non-conformité de la facture aux éléments susmentionnés, le titulaire en sera informé et sa facture sera rejetée sur le portail CHORUS PRO.

Cette information vaudra suspension du délai global de paiement jusqu'à réception d'une facture conforme.

La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Information Financière de l'Etat (AIFE). Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :

- Site AIFE : <https://aife.economie.gouv.fr/nos-applications/chorus-pro/>
- Courriel AIFE : ccp2017.aife@finances.gouv.fr

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou de la date d'exécution des prestations si elle est postérieure.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans aucune formalité pour le titulaire du marché le bénéfice d'intérêts moratoires conformément aux articles R2192-31 et suivants du code de la commande publique.

8.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants

En cas de cotraitance :

Le mandataire dépose les factures des cotraitants via le portail Chorus Pro. A défaut, le mandataire devra valider les factures déposées pour les cotraitants via ce portail.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG TIC, chaque cotraitant est habilité à transmettre ses demandes de paiement visées par le mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-TIC.

En cas de sous-traitance :

Le paiement des sous-traitants s'effectue conformément aux articles R2193-10 à 16 du code de la commande publique via le portail Chorus pro.

Article 9 - Clause environnementale

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés, conformément à l'article 21.1 du CCAG TIC disposant que le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objet du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Article 10 - Pénalités

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer ou non les pénalités ci-dessous.

10.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1.0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-TIC

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché, conformément aux stipulations de l'article 14 du CCAG-TIC.

10.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

10.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles

Les manquements du titulaire à ses obligations contractuelles peuvent donner lieu à pénalités. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Article 11 - Clause de réexamen

Les parties pourront, notamment par voie d'avenant, modifier le marché dans les conditions de l'article R2194-1 du code de la commande publique. Elles pourront plus particulièrement se rencontrer, à la demande expresse de l'une d'entre elles, afin d'examiner la possibilité de faire évoluer certaines dispositions du marché, dont celles relatives aux conditions d'exécution de la prestation, d'ajout ou de retrait de prestation, ou à leur durée et ce quel qu'en soit le montant (y compris, s'agissant des accords-cadres, le montant maximum).

Ces évolutions, ne devront pas conduire à modifier substantiellement les conditions économiques du marché.

Article 12 - Circulation des pièces administratives

Concernant la circulation des pièces administratives :

- 1- Toute modification visant à l'élaboration d'un avenant est adressée à l'acheteur qui les validera et les transmettra à la Direction de la Commande Publique de l'Université de Caen Normandie.
- 2- Le titulaire du marché doit signaler à la Direction de la Commande Publique tout changement d'adresse, de Siret ou de RIB en cours de marché.
- 3- Tous les documents techniques demandés en cours de marché (notices, modes d'emploi, échantillons, etc.) seront adressés à l'acheteur.
- 4- En cas de cession de créance, celles-ci doivent être adressées à l'agent comptable de l'Université après obtention de l'exemplaire unique auprès de la Direction de la Commande Publique.
- 5- En cas d'affacturage, les pièces administratives doivent être transmises à l'agence comptable.

Article 13 – Constations de l'exécution des prestations

13.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées conformément aux articles 31 et 32 du CCAG-TIC.

13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux article 33 du CCAG-TIC.

Article 14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Article 15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 47 à 54 et suivants du CCAG-TIC

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

15.2 - Arrêt des prestations

Les conditions de l'arrêt de l'exécution des prestations sont définies à l'article 41 du CCAG TIC qui dispose qu'à la fin de la période de transition, l'arrêt de l'exécution des prestations peut être décidé par l'acheteur, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, à la condition que la prestation couvrant la période de transition soit identifiée dans les documents particuliers du marché et assortie d'un montant.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

Article 16 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Caen est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 18 - Dérogations

L'article 3.4 du présent CCP déroge à l'article 4 du CCAG.TIC

L'article 8.4 du présent CCP déroge à l'article 12.1.3 du CCAG TIC